



ZOOM SUR LA SANTÉ FINANCIÈRE DE 2 000 ETI

Évolution 2008 - 2013

ATH publie, dans le cadre de son Observatoire de l'information financière, une analyse de l'évolution financière de 2 000 ETI sur la période 2008 à 2013. Cette étude complète l'analyse faite par ATH sur la santé financière de 15 000 PME ⁽¹⁾.

Les principaux constats

Activité

Les 2 000 ETI du panel font apparaître un niveau d'activité qui a progressé de 10,1 % sur la période de 2008 à 2013 avec un chiffre d'affaires moyen de 170 M€ en 2013. Cette augmentation couvre à peine l'inflation qui ressort à 9,8 % sur la période.

Export

Le taux d'activité moyen à l'export, stable sur les six ans, ressort à 21,2 % pour l'ensemble des entreprises du panel. 60 % des entreprises sont exportatrices et cela représente 30,3 % de la totalité de leur activité. Ce taux de 60 % est en légère progression de 3,4 points sur les six ans.

Rentabilité

En termes de rentabilité, l'analyse de ces 2 000 ETI du panel fait ressortir un montant moyen d'excédent brut d'exploitation (EBE) de 12,2 M€ soit un taux d'EBE sur chiffre d'affaires de 7,2 %. Il se dégrade régulièrement depuis 2008 puisqu'il perd près de 1 point sur six ans. Depuis 2011, une baisse tendancielle s'installe.

Au sein de ce panel, les entreprises « bénéficiaires » représentent environ les 4/5^{ème} du panel (1 725 en 2013 pour 1 799 en 2008) et ont les caractéristiques suivantes :

- un excédent brut d'exploitation positif de 18,1 M€ en 2013 qui a progressé de 9,5 % sur la période,
- un taux d'EBE sur chiffre d'affaires pour ces entreprises qui s'est maintenu aux alentours de 10 % sur la période de six ans,
- un taux de résultat d'exploitation (REX) sur chiffre d'affaires de 6,2 %, en légère diminution de près de 0,5 point par rapport à 2008.

⁽¹⁾ Ces deux études sont consultables sur le site : www.observatoireath.com

Cette photographie montre une détérioration globale de la rentabilité des ETI principalement liée aux entreprises en difficulté puisque les entreprises bénéficiaires présentent une certaine résistance. Malgré tout, leur taux de résultat d'exploitation sur chiffre d'affaires à 6,2 % demeure trop faible pour soutenir un niveau d'investissement suffisant pour assurer l'innovation nécessaire dans le cadre de la compétition internationale.

Malgré la mise en place du CICE, les résultats nets se sont dégradés de 6,3 % en 2013 par rapport à 2012 pour l'ensemble des entreprises (-3,2 % pour les entreprises bénéficiaires). Cette seule mesure n'a donc pas suffi à enrayer la dégradation continue des résultats dans le contexte très difficile que traversent les entreprises françaises.

Endettement net

Trésorerie

Les niveaux de trésorerie se sont en moyenne améliorés pour l'ensemble des entreprises, passant de 6,4 M€ à 9,3 M€ soit une augmentation de 44,8 %.

Endettement

L'endettement moyen s'est alourdi de 21,6 % passant de 30,4 M€ à 37 M€ et le ratio d'endettement sur excédent brut d'exploitation est passé de 2,4 à 3,0 années.

En conséquence, l'endettement net, tel qu'il résulte de la lecture des comptes, augmente de 3,7 M€ pour passer de 24 à 27,7 M€ sur la période.

Capitaux propres

Le niveau des capitaux propres s'est amélioré de 20,8 % passant de 54,9 M€ à 66,3 M€ en moyenne. Le taux d'endettement reste stable sur la période de six ans. Cela démontre que les actionnaires ont soutenu leurs entreprises au même rythme que les établissements financiers permettant ainsi de maintenir globalement une bonne structure financière des ETI.

Introduction

Les ETI représentent environ 4 500 entreprises soit un nombre très faible par rapport aux 3,6 millions d'entreprises en France et par rapport au nombre de sociétés de taille comparable en Europe et notamment en Allemagne (plus de 11 000 entreprises dépassent les 250 salariés) ⁽²⁾.

Les ETI sont identifiées comme étant porteuses de développement notamment à l'international.

Qui sont-elles ? Quelle localisation ? Quel secteur d'activité ? Quelle structure juridique ?

Quelles sont leurs performances économiques ? Quelle est leur structure financière ? Quelles sont leurs perspectives de développement ? **Quel est l'impact du CICE sur leurs résultats de 2013 ?**

C'est à ces questions que l'Observatoire ATH de l'information financière souhaite apporter des réponses en conduisant une analyse économique et financière d'un panel de 2 000 ETI sur une période de six ans (de 2008 à 2013).

Ce panel représente plus d'un tiers de la totalité des ETI.

Cette analyse financière s'appuie sur l'expertise des cabinets membres d'ATH et leur parfaite connaissance de ce tissu d'entreprises. Les 2 000 entités retenues pour cette étude ont été sélectionnées parmi des ETI. Il s'agit des entités qui ont été ETI sur les six années.

1. PROFIL MOYEN DES ETI DU PANEL

Identité

Les 2 000 sociétés du panel sont à 67 % des SAS et des SASU. Les secteurs d'activité concernés sont à 29 % l'industrie manufacturière, 14 % le commerce de gros, 9 % les services professionnels, scientifiques et techniques et 8 % le BTP.

Elles sont, sans surprise, prioritairement localisées en Ile-de-France (48 %) et en Rhône-Alpes (11 %) ⁽³⁾.

Données financières

En 2013, les ETI du panel sont caractérisées en moyenne par les données suivantes :

- Chiffre d'affaires : 170 M€ en moyenne, avec une dispersion très forte selon les secteurs d'activité : de 100,7 M€ (Services) à 273,6 M€ (Commerce) ; un taux moyen à l'export de 21,2 % et de 30,3 % pour celles qui exportent,
- Excédent brut d'exploitation : 12,2 M€ en moyenne soit un taux de 7,2 % du chiffre d'affaires avec des extrêmes de 1,2 M€ (BTP) à 15,4 M€ (Industrie),
- Résultat d'exploitation : 7,3 M€ en moyenne soit un taux de 4,3 % du chiffre d'affaires avec des extrêmes de 3,7 M€ (BTP) à 9,5 M€ (Industrie),
- Résultat net après impôt : 5,3 M€ en moyenne soit un taux de 3,1 % du chiffre d'affaires avec des extrêmes de 3,1 M€ (Industrie) à 7,2 M€ (Services),
- Trésorerie : 9,3 M€ en moyenne,
- Taux d'endettement : un taux d'endettement sur capitaux propres de 55,7 % avec des extrêmes forts en montants.

Profil des entreprises dont l'EBE est bénéficiaire

L'étude a plus particulièrement analysé, sur les six ans, la catégorie des entreprises dont l'EBE est positif, entreprises bénéficiaires sur un plan économique.

En 2013, 1 725 ETI sur les 2 000 du panel présentent un EBE positif soit 79,3 %. Ces 1 725 ETI sont caractérisées par un excédent brut d'exploitation de 18,1 M€ en moyenne avec un taux d'EBE sur chiffre d'affaires de 10,7 % et un taux de REX sur chiffre d'affaires de 6,2 %.

⁽²⁾ Source des données : Destatis, Statistisches Jahrbuch 2006.

⁽³⁾ Cf. Méthodologie en annexe - Source : Diane, Bureau Van Dijk.

2. ANALYSE

1^{er} thème : Activité

Chiffre d'affaires net hors taxes

Les 2 000 ETI de notre échantillon totalisent un chiffre d'affaires de 370 milliards d'euros soit une moyenne de 170 M€ par entité pour l'année 2013.

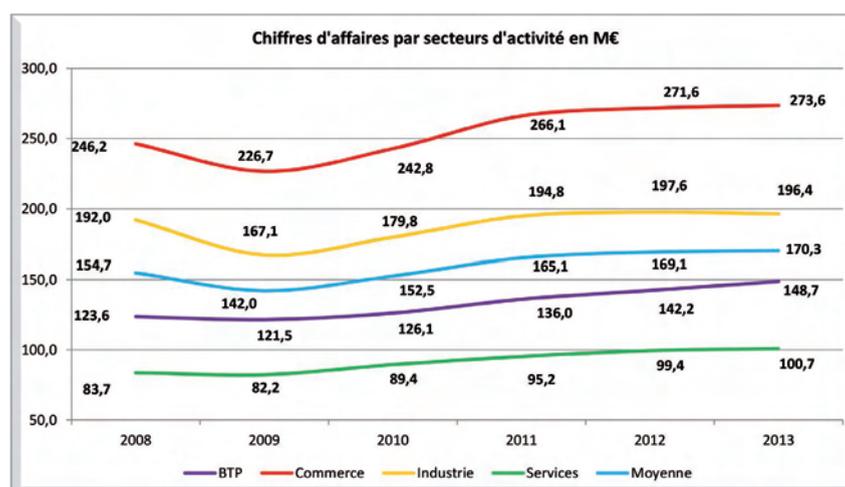
Chiffre d'affaires	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	154,4	141,7	152,2	164,8	169,0	170,0	+10,1 %
Variation moyenne N / N-1	-	-8,23 %	+7,43 %	+8,29 %	+2,51 %	+0,63 %	-

Après avoir subi un net ralentissement de plus de 8 % de leur activité en 2009 suite à la crise de fin 2008, les ETI ont quasiment reconstitué leur niveau d'activité moyen en 2010 puis ont bénéficié d'une augmentation de 8 % en 2011. Mais il faut noter, à nouveau, un net ralentissement en 2012 et une quasi-stagnation en 2013.

En dépit de leur taille, l'activité des ETI a suivi quasiment la même évolution que celle des PME étudiées dans l'étude de l'Observatoire ATH ⁽⁴⁾ (+9 %).

Globalement le chiffre d'affaires n'a progressé que de 10,1 % sur les six années. Il faut cependant mettre cette augmentation en parallèle avec l'évolution de l'inflation qui ressort à 9,8 % sur cette même période.

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité



Tous les secteurs ont subi le creux de 2009 mais surtout le commerce et l'industrie. Ils voient tous leur activité se redresser légèrement mais avec un nouveau ralentissement en 2012 et 2013.

Sur les six années, le BTP et les services font apparaître la plus forte augmentation de leur chiffre d'affaires (+20 %). Le commerce ne progresse que de 11 % et l'industrie de 2 % avec un décrochage de nouveau en 2013. Il faut rappeler que l'inflation cumulée sur six ans se situe à 9,8 %.

Exportation

Taux d'exportation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne	20,15 %	19,17 %	19,11 %	20,40 %	19,93 %	21,21 %	+1,06 pt

De 2008 à 2013, le taux à l'exportation pour l'ensemble des 2 000 ETI du panel se situe entre 20 et 21 %. Il est quasiment stable.

⁽⁴⁾ Cf. « Zoom sur la santé financière de 15 000 PME » - Edition 2014 - Observatoire ATH de l'Information Financière : www.observatoireath.com

Exportation (pour les seules entreprises exportatrices)	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Taux d'exportation moyen	30,26 %	28,27 %	28,69 %	29,99 %	29,77 %	30,32 %	+0,06 pt
Nb de sociétés concernées	1 231	1 243	1 245	1 269	1 268	1 304	+5,93 %
% de sociétés	56,57 %	57,12 %	57,22 %	58,32 %	58,27 %	59,93 %	+3,36 pts

Sur les 2 000 entreprises du panel, 1 300 déclarent un chiffre d'affaires à l'export soit 60 % des entités en nombre. Il faut noter que ce nombre d'entreprises exportatrices est en progression constante sur la période soit 6 % sur les six ans.

2^{ème} thème : Profitabilité économique

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Excédent brut d'exploitation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Montant de l'EBE en moyenne en K€	12 481	10 451	12 207	12 786	12 443	12 189	-2,34 %
Variation moyenne N / N-1	-	-16,27 %	+16,80 %	+4,74 %	-2,68 %	-2,04 %	-
Taux d'EBE moyen / CA	8,09%	7,38 %	8,03 %	7,76 %	7,37 %	7,18 %	-0,91 point

Le taux d'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires se dégrade régulièrement depuis 2008 puisqu'il perd 0,9 point sur les six ans. Depuis 2011, une baisse tendancielle s'installe.

Cette dégradation du taux de l'EBE sur chiffre d'affaires traduit notamment le poids des structures et des charges des ETI (notamment le coût du travail), difficile à comprimer et à absorber par une trop faible croissance de l'activité.

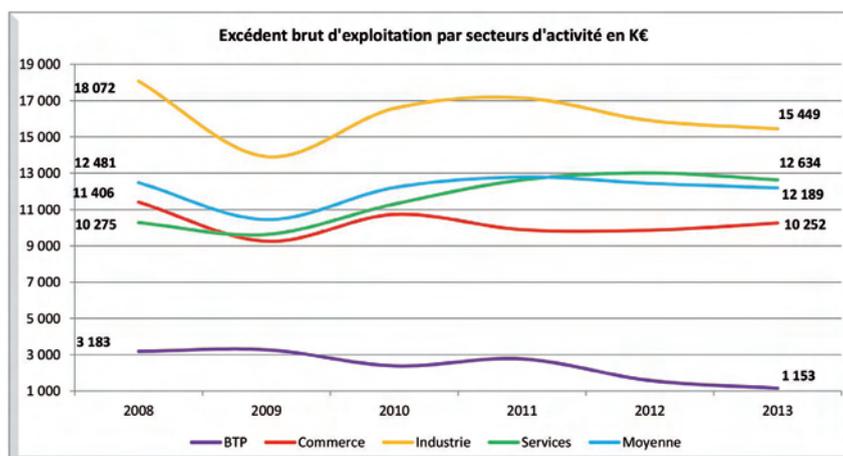
Excédent brut d'exploitation des sociétés dont l'EBE est positif	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	16 518	15 596	16 750	17 654	18 483	18 087	+9,50 %
Variation moyenne N / N-1	-	-5,26 %	+6,85 %	+5,78 %	+4,07 %	-1,60 %	-
Nb de sociétés	1 799	1 717	1 800	1 777	1 729	1 725	-4,11 %
% de sociétés	82,67 %	78,91 %	82,72 %	81,66 %	79,46 %	79,27 %	-3,40 pts
Taux d'EBE moyen / CA	10,27 %	10,71 %	10,66 %	10,51 %	10,71 %	10,66 %	+0,39 pt

Sur les 2 000 sociétés, seules 1 725 sont bénéficiaires en 2013 au sens où leur EBE est positif, elles étaient 1 799 en 2008.

L'excédent brut moyen 2013 se situe aux alentours de 18,1 M€ pour celles dont l'EBE est positif ; il a augmenté sur les six ans de 9,5 %. Le taux d'EBE sur chiffre d'affaires est resté stable aux alentours de 10 %.

En synthèse, on peut donc constater que les ETI « déficitaires » le sont de plus en plus - en nombre et en montant - alors que les entreprises « bénéficiaires » parviennent à maintenir leur rentabilité.

Excédent brut d'exploitation par secteurs d'activité



C'est principalement dans le secteur du BTP (-64 %), de l'industrie (-15 %) et du commerce (-10 %) que la chute de rentabilité est la plus sensible avec une dégradation continue depuis six ans. L'EBE des activités de services a quant à lui progressé de 23 %.

Résultat d'exploitation (REX)

Résultat d'exploitation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Montant du REX en moyenne en K€	8 403	6 449	7 824	8 214	7 494	7 325	-12,83 %
Variation moyenne N / N-1	-	-23,25 %	+21,32 %	+4,98 %	-8,77 %	-2,25 %	-
Taux du REX moyen / CA	5,44 %	4,55 %	5,14 %	4,98 %	4,44 %	4,31 %	- 1,13 pt

Naturellement, l'évolution du résultat d'exploitation suit la même tendance, en plus marquée, que l'excédent brut d'exploitation.

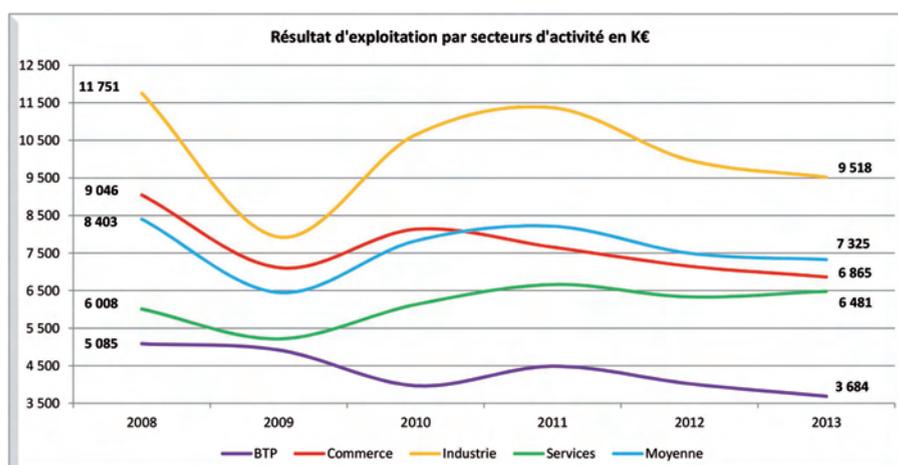
Après la chute de 2009, les taux de rentabilité se sont légèrement reconstitués en 2010 et 2011 pour de nouveau baisser en 2012 et 2013. Le taux de REX sur chiffre d'affaires est passé de 5,4 % à un niveau de 4,3 %. Il a, comme l'EBE, perdu 1 point.

Pour les entreprises « bénéficiaires »

Pour les 1 725 entreprises dont l'EBE est positif, le taux de REX sur le chiffre d'affaires s'établit à 6,2 % en 2013 mais a perdu 0,5 point sur les six ans.

Résultat d'exploitation des sociétés dont l'EBE est positif	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Taux du REX moyen / CA	6,63 %	6,63 %	6,62 %	6,44 %	6,14 %	6,18 %	-0,45 pt

Ce taux reste faible pour les ETI, notamment si elles souhaitent s'inscrire dans le cadre de la compétitivité internationale ; elles ne disposent que de faibles marges de manœuvre pour conserver et a fortiori gagner des parts de marché ainsi que pour investir en R&D, ce qui leur permettrait de se positionner sur de nouveaux produits ou nouveaux marchés.



3^{ème} thème : Rentabilité nette

Résultat net

Résultat net de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Montant du résultat net en moyenne en K€	7 345	5 057	7 425	6 546	5 698	5 338	-27,32%
Variation moyenne N / N-1	-	-31,15 %	+46,83 %	-11,84 %	-12,95 %	-6,32 %	-
Taux du résultat net moyen / CA	4,76 %	3,57 %	4,88 %	3,97 %	3,37 %	3,14%	-1,62 pt

Le résultat net moyen s'établit à 5,3 M€ accusant une baisse de 27,3 % sur la période de six ans.

Globalement, le CICE mis en place en 2013, n'a pas réussi à enrayer la dégradation de la rentabilité.

Le taux de résultat net sur le chiffre d'affaires ressort à 3,14 % en 2013, taux extrêmement faible qui, après un léger « mieux » en 2010, a de nouveau chuté en 2011, 2012 et 2013. A l'issue de la période de six ans, il a perdu 1,6 point par rapport à 2008.

Résultat net des sociétés bénéficiaires	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	11 644	10 168	11 206	10 855	10 641	10 301	-11,54 %
Variation moyenne N / N-1	-	-12,68 %	+10,21 %	-3,13 %	-1,97 %	-3,20 %	-
Nb de sociétés bénéficiaires	1 738	1 640	1 745	1 731	1 651	1 676	-3,57%
% de sociétés bénéficiaires	79,87 %	75,37 %	80,19 %	79,55 %	75,87 %	77,02 %	-2,85 pts

Le nombre d'entreprises dont le résultat net est positif a baissé de 3,6 % et le niveau moyen de résultat a baissé de 11,5 % sur la période des six années.

Il convient de rappeler que le résultat net intègre divers éléments très spécifiques à chaque entité, dont les provisions et les résultats exceptionnels, les éléments financiers, les crédits d'impôt..., qui ne reflètent pas forcément tous les éléments économiques.

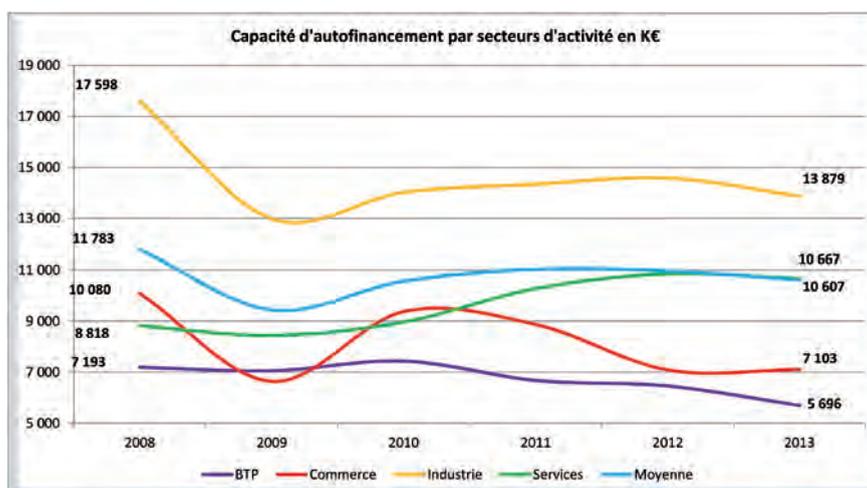
Capacité d'autofinancement

Capacité d'autofinancement avant répartition pour l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Capacité d'autofinancement moyenne en K€	11 783	9 441	10 566	11 031	10 967	10 607	-9,98 %
Variation moyenne N / N-1	-	-19,88 %	+11,92 %	+4,40 %	-3,03 %	-3,28 %	-
Taux de CAF moyen / CA	7,63 %	6,66 %	6,94 %	6,69 %	6,49 %	6,24 %	-1,39 pt

La capacité d'autofinancement mesure le cash généré par l'activité pour investir donc pour assurer la pérennité de l'entreprise, rembourser les dettes et rémunérer les actionnaires.

Le taux de capacité d'autofinancement sur chiffre d'affaires, de l'ordre de 6 % et sa diminution constante depuis 2010 apparaissent préoccupants.

Capacité d'autofinancement par secteurs d'activité



Le montant moyen de 10,6 M€ de capacité d'autofinancement, en 2013, recouvre là aussi une très grande dispersion entre le BTP (5,7 M€) et l'industrie (13,9 M€).

La capacité d'autofinancement a suivi une baisse continue pour le BTP et le commerce mais s'est redressée en 2012 pour l'industrie pour de nouveau baisser en 2013.

4^{ème} thème : Structure financière

Couverture du besoin en fonds de roulement exprimé en jours de chiffre d'affaires

Couverture du BFR en jours de CA	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne	60	64	59	62	63	66	+10,00 %
Variation moyenne N / N-1	-	+6,67 %	-7,81 %	+5,08 %	+1,61 %	+4,76 %	-

Le niveau du BFR exprimé en nombre de jours de chiffre d'affaires est resté stable autour de 2 mois de chiffre d'affaires jusqu'en 2011. La crise s'installant, les effets bénéfiques de la loi LME (2008) s'estompent car le besoin en fonds de roulement atteint désormais 66 jours de chiffre d'affaires.

Celui des PME étudiées par ATH se situe à 60 jours.

Ce BFR moyen ne tient pas compte des éventuelles modalités de financement à court terme (affacturation, loi Dailly,...) qui ne sont appréhendables qu'à travers les engagements hors bilan.

Trésorerie nette

Trésorerie nette	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	6 412	6 958	8 152	8 392	8 448	9 284	+44,79 %
Variation moyenne N / N-1	-	+8,52 %	+17,16 %	+2,94 %	+0,66 %	+9,90 %	-

Les entreprises font apparaître, en moyenne, un niveau de trésorerie nette en constante amélioration passant de 6,4 M€ à 9,3 M€ soit une augmentation de 44,8 % sur la période 2008 à 2013.

Endettement (dettes de caractère financier)

Dettes de caractère financier	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	30 401	30 208	32 586	34 686	34 920	36 955	+21,56 %
Variation moyenne N / N-1	-	-0,63 %	+7,87 %	+6,44 %	+0,67 %	+5,83 %	-

Le niveau d'endettement s'est alourdi de 21,6 % sur la période de six ans pour atteindre un niveau moyen de 37 M€ en 2013.

Ratio endettement / EBE	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Nb d'années	2,44	2,89	2,67	2,71	2,81	3,03	+24,18 %
Variation moyenne N / N-1	-	+18,44 %	-7,61 %	+1,50 %	+3,69 %	+7,83 %	-

Le ratio dettes sur excédent brut d'exploitation indique le nombre d'années d'EBE nécessaires pour couvrir l'endettement. Ce ratio se dégrade d'une demi-année sur les six ans traduisant une fragilisation de structure financière. Il est passé de 2,4 à 3 années.

Capitaux propres

Capitaux propres	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	54 891	55 529	58 967	63 351	63 967	66 312	+20,81 %
Variation moyenne N / N-1	-	+1,16 %	+7,43 %	+7,43 %	+0,97 %	+3,66 %	-

Les capitaux propres se sont améliorés constamment depuis 2008 en raison d'une intégration des résultats dans les réserves et éventuellement d'augmentations de capital.

Taux d'endettement (dettes de caractère financier/total des capitaux propres)

Taux d'endettement en %	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne	55,38 %	54,40 %	55,26 %	54,75 %	54,59 %	55,73 %	+0,35 pt
Variation moyenne N / N-1	-	-0,98 pt	+0,86 pt	-0,51 pt	-0,16 pt	+1,14 pt	-

Ce ratio est stable. La hausse de l'endettement est compensée par la hausse des capitaux propres.

MÉTHODOLOGIE

Les entreprises françaises se répartissent en 4 catégories qui sont, en termes d'effectifs, ainsi identifiées :

- TPE - Très petites entreprises - moins de 10 salariés,
- PME - Petites et moyennes entreprises - de 10 à 250 salariés,
- ETI - Entreprises de taille intermédiaire - de 250 à 5 000 salariés,
- GE - Grandes entreprises - plus de 5 000 salariés.

Définition des ETI

Au sens français, il s'agit des entreprises de taille intermédiaire dont l'effectif est compris entre 250 et 4 999 personnes avec un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 1,5 milliards d'euros ou un bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros.

Toutefois, une entreprise qui a moins de 250 salariés, mais plus de 50 M€ de chiffre d'affaires et plus de 43 M€ de total de bilan est aussi considérée comme une ETI.

Source des données

L'étude s'appuie sur plusieurs sources de données :

- des publications et rapports récents sur les ETI,
- l'analyse de données financières à partir de l'élaboration d'une base complète (source : Diane 2008 à 2013, bureau Van Dijk).

Le panel de l'étude est constitué de 2 291 ETI sur les années 2008 à 2013.

Ont été exclues de l'analyse :

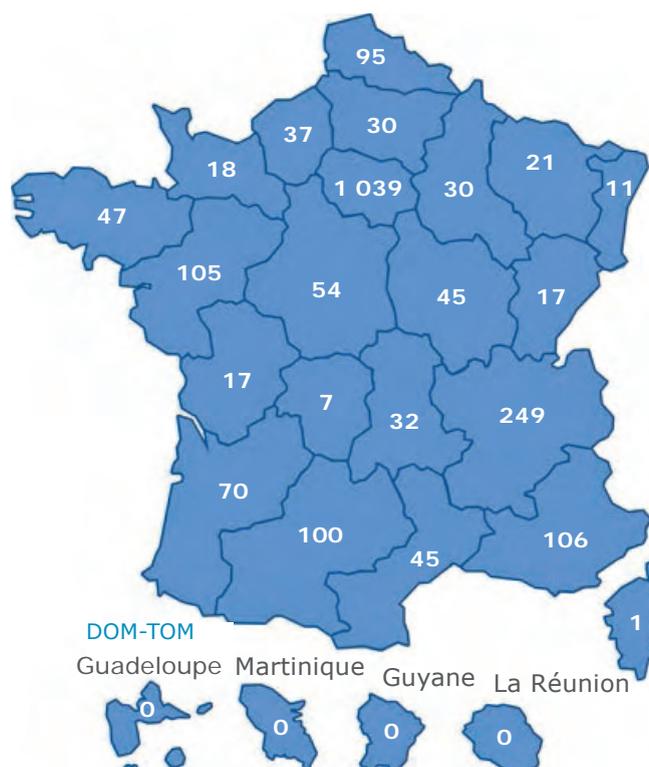
- les sociétés dont le code NAF correspond aux activités de services financiers et d'assurance, aux activités de sièges sociaux,
- les sociétés dont les formes juridiques correspondent aux associations, EARL, GIE, sociétés civiles et sociétés de droit étranger.

Après le retraitement de ces différentes données, le panel de l'étude se compose de 2 176 sociétés. Plusieurs ratios financiers ont été déterminés afin de pouvoir observer les tendances économiques et financières de ces différentes sociétés.

Nous avons maintenu expressément l'année 2008 comme année de référence d'avant-crise.

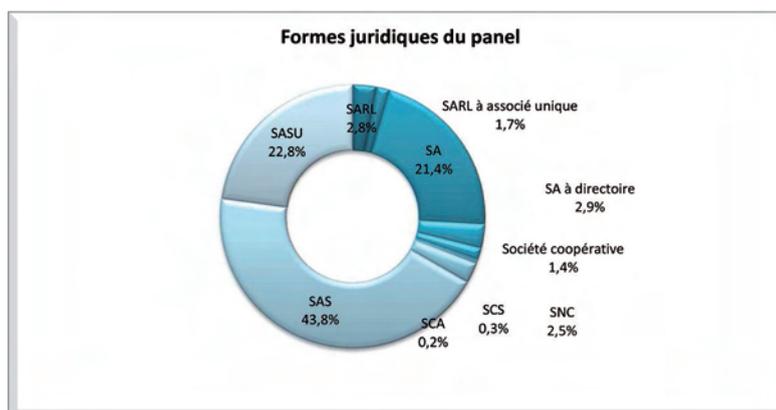
Structure de l'échantillon

Les ETI de notre panel se répartissent régionalement de la façon suivante :



Les formes juridiques des sociétés de notre panel :

Forme juridique	Nbre de sociétés
Société à responsabilité limitée (SARL)	62
Société à responsabilité limitée à associé unique	36
Société anonyme (SA)	466
Société anonyme à directoire	64
Société coopérative	31
Société en commandite par actions (SCA)	5
Société en commandite simple (SCS)	6
Société en nom collectif (SNC)	55
Société par actions simplifiée (SAS)	954
Société par actions simplifiée à associé unique (SASU)	497
Total général	2 176



La répartition par secteur d'activités des sociétés de notre panel est la suivante :

Secteurs d'activités	Nbre de sociétés
BTP - Construction et travaux de construction	167
BTP	167
Commerce - Commerce de détail	113
Commerce - Commerce de gros	294
Commerce - Commerce et réparation automobile	30
COMMERCE	437
Industrie - Agriculture, Sylviculture, Pêche	5
Industrie - Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	9
Industrie - Industrie Manufacturière	631
Industrie - Industries extractives, Agricoles, Alimentaires	14
Industrie - Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	44
INDUSTRIE	703
Services - Autres services	6
Services - Services administratifs et d'assistance	180
Services - Services artistiques et du spectacle et services récréatifs	12
Services - Services de l'éducation	7
Services - Services de santé et d'action sociale	87
Services - Services de transport et d'entreposage	157
Services - Services d'hébergement et de restauration	58
Services - Services d'information et de communication	150
Services - Services immobiliers	19
Services - Services professionnels, scientifiques et techniques	193
SERVICES	869
Total général	2 176

PRÉSENTATION D'ATH

ATH, créée en 1968, est une association technique qui regroupe 26 cabinets d'audit et de conseil.

ATH est certifiée ISO 9001 depuis 2008.

ATH

- conçoit et diffuse les outils méthodologiques nécessaires aux activités d'audit, d'expertise et de conseil des cabinets membres dans le cadre des normes professionnelles,
- assure un programme de formation complet au profit des collaborateurs, des experts comptables / commissaires aux comptes et des associés,
- réalise un contrôle de qualité annuel des cabinets qui porte à la fois sur les procédures internes des cabinets et sur l'examen des dossiers,
- dispose d'un centre de documentation professionnelle, source de veille économique et professionnelle,
- apporte aux cabinets membres une logistique technique d'excellence.

ATH

a créé en 2009 l'Observatoire de l'information financière.

Y sont traités les thèmes suivants :

- Rémunérations des dirigeants des sociétés cotées,
- Trésorerie des sociétés cotées,
- Partage de la valeur ajoutée et des bénéfices de PME non cotées,
- Santé financière des PME - ETI.

L'ensemble des travaux de l'Observatoire sont accessibles sur le site : www.observatoireath.com

CHIFFRES CLÉS DES CABINETS ATH

- 26 cabinets,
- 2 900 collaborateurs,
- 297 M€ de chiffre d'affaires global,
- 150 mandats EIP.

Cette étude a été réalisée en collaboration avec Messieurs **François Aupic** (RSM Paris), **Philippe Blin** (SEFAC) et **Philippe Mendès** (ACA), experts-comptables - commissaires aux comptes.

Les travaux ont été coordonnés par **Marie-Laure Parthenay** et **Isabelle Lucas** (ATH).

Cabinets membres d'ATH :

- | | | |
|--------------------|--------------------|-----------------------|
| • ACA | • Eurex | • Ofec |
| • A&D | • Exponens | • Orfis Baker Tilly |
| • Acthéos | • Finexsi | • RSM Paris |
| • BBA | • Groupe Cofimé | • RSM Sofira |
| • BM & Associés | • Groupe Tuillet | • Sadec Akelys |
| • Cera | • Groupe Y | • Sefac SMA |
| • Créatis | • Ifec | • Sefico |
| • Dauge & Associés | • Kling & Associés | • SFC |
| | • Novances | • Sofidec Baker Tilly |

ATH - 55 rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél : 01 42 96 18 97 - **Fax** : 01 47 03 43 69
Site : www.ath.asso.fr

Président : Pierre Godet
Secrétaire Général : Stéphane Raynaud
Vice-Président : Jean-Michel Trial